

# Naissance du syndicalisme en Tarn-et-Garonne (1904-1905)

Dans son livre de 1909, *Voyage révolutionnaire*, Victor Griffuelhes explique à l'aide de sa pratique sa conception géographique du syndicalisme : il faut former un centre qui va ensuite rayonner. Par exemple : "voir Lyon constituer un centre de propagande, vrai centre de rayonnement pour toute une région jouant un grand rôle économique". Pour Toulouse, Griffuelhes constatera au contraire que la ville ne peut jouer ce rôle de centre, faute d'un pôle ouvrier conséquent.

Griffuelhes évoque aussi les considérations régionales : "Il y a plus à attendre de cette classe ouvrière du Nord de la France, que de celle des régions indiquées plus haut [le Midi]. Le contraste entre elles est frappant. Au Nord il faudrait les qualités «entraînantes» du Midi. A celui-ci il faudrait les qualités «endurantes» du Nord. Je n'ose souhaiter un pareil amalgame !"

Montauban ne pouvait pas être un centre avec sa classe ouvrière bien réelle mais très morcelée, avec un environ paysan source cependant de petites industries comme le chapeau de paille de Septfonds-Caussade, la fabrication de balais à Grisolles et la production de papier à Montech. Ces petites industries virent cependant émerger, entre 1900 et 1910, un syndicalisme réel mais local et c'est là qu'intervient le passage de Griffuelhes pour que ce syndicalisme franchisse le pas du local vers le national pour qu'il devienne partie prenante d'une **organisation nationale**.

Avec Montauban, les ébénistes sont en grève, en septembre-octobre 1904. Ils n'appartiennent pas à la famille des petits artisans qui ne peut user de cet outil - la grève - comme moyen d'action sociale. Il s'agit d'ouvriers de fabriques de meubles. La ville en rassemble une dizaine en 1904. Ils sont installés au centre ville, surtout rue d'Auriol, Place nationale et rue de la Comédie. Deux autres sont en périphérie dont Péricole, le premier à être d'accord avec ses ouvriers.

Le plus important, Pautal-Gaillard, est excentré avec deux usines dont une qui travaille pour l'exportation (qui donna sans doute l'usine Capelle, ultime témoignage actuel de ce passé).

## La négociation avant la grève

Les ouvriers ébénistes sont organisés en un syndicat qui se réunit régulièrement. Il semble qu'en juillet-août 1904, les dirigeants aient travaillé à un nouveau tarif en matière de salaire.

Le 20 août, *L'Indépendant* annonce la tenue d'une réunion urgente des ouvriers ébénistes et le 27 août le

syndicat fait appel aux patrons, une deuxième fois, pour discuter loyalement des tarifs élaborés par le syndicat. Après une discussion sur le lieu de la réunion (les patrons ne veulent pas aller à la Bourse du Travail car ils disent "nous ne sommes pas chez nous") elle est programmée à la mairie. Seulement deux patrons se présentent (Marne et Péricole) et ils mettent au point les nouveaux tarifs. Le 2 septembre la question est évoquée ainsi dans *La Dépêche* :

"Nous nous contentons de donner ces renseignements [le débat sur les tarifs qui a repris chez Pautal] sans autres détails ni commentaires afin de ne pas gêner les pourparlers qui doivent incessamment reprendre. Nous souhaitons vivement avec le public qu'une entente intervienne et sauvegarde les intérêts des deux parties. A ce moment, les ouvriers seuls sont lésés".

*L'Indépendant*, comme *La Dépêche*, tout en se plaçant du côté des ouvriers ne disent rien de précis sur le contenu de la revendication. Les deux journaux radicaux (le premier est hebdomadaire et seulement local, le deuxième quotidien et régional) aiment répéter qu'ils souhaitent un accord entre les deux parties. Seul *Le Républicain*, devenu plus révolutionnaire qu'en 1903, donnera les détails sur les tarifs. Un buffet en peuplier sans vitrine nécessite six jours de travail pour un bon ouvrier et il lui sera payé 9Fr soit 1Fr 50 par jour. "Situation attristante sinon injuste" dit le journal qui ajoute une parole d'ouvriers : "Et dire qu'il y a encore des ouvriers non syndiqués !".

Une augmentation de 0Fr 30 par jour est demandée par les ouvriers (pour indication le salaire des typographes est de 4Fr 50 par jour et les fondeurs de Castelsarrasin gagnent 7Fr).

Le 27 août *Le Républicain* accorde une bonne place au mouvement des ébénistes où nous apprendrons, en plus de la revendication salariale, le nombre de syndiqués engagés dans la lutte : une centaine. Pour prouver le mépris dans lequel sont tenus les ouvriers, le journal évoque un rabais de 23Fr accordé à un client pour l'achat d'un lit qui en coûtait 40 ! Comme dit *Le Ralliement*, les gens veulent acheter bon marché, mais les patrons jouent quel jeu dans cette affaire ? Quel était le prix de revient du lit ?

L'évocation du conflit n'interviendra dans *L'Indépendant radical* qu'après celle du journal de droite *Le Ralliement* qui écrira le 18 août, sous le titre, *une grève en perspective* :

"Les journaux du bloc (1) publient avec une touchante unanimité et un empressement singulier une note officielle ou officieuse qui leur a été communiquée par le syndicat des menuisiers. Nous ne discutons pas des questions professionnelles soulevées par cette note dont le ton est particulièrement



Griffuelhes, responsable de la CGT, dessiné par Rosendo Li

(1) "le bloc" ce sont les républicains et leurs journaux *La Dépêche*, *Le Républicain*, *La France*. On a pu noter que *L'Indépendant*, membre aussi du bloc n'a pas évoqué la dite grève aussitôt.

agressif et comminatoire. Nous voulons espérer au contraire qu'une entente aura lieu entre patrons et ouvriers, sans bruit et après discussion courtoise et approfondie sur les possibilités. Nous regrettons donc sincèrement de trouver dans la note en question des phrases comme celle-ci qui n'augurent rien de bon : «Le syndicalisme est une organisation de combat qui permet de lutter à armes égales avec les patrons». Il vaut mieux à tous égards s'entendre que lutter”.

Cet article veut faire passer les radicaux pour plus révolutionnaires qu'ils ne sont. Par contre, il s'inquiète à juste titre du caractère révolutionnaire du syndicat des ébénistes (la grève aura bien lieu). Du côté du journal centriste *La Tribune*, pas question d'évoquer ce conflit avec simplement, le 15 juin, une pique envoyée à l'adresse de la *Bourse du Travail*. Le journal indique qu'il reçoit pour la première fois un communiqué de la dite *Bourse* alors que “les justes revendications syndicales et les questions prolétariennes ne nous ont jamais laissés indifférents”, précise le directeur de la publication.

*Le Ralliement* développe sa stratégie d'apaisement proche de celle des radicaux : le premier septembre il rappelle qu'il ne veut pas mettre de l'huile sur le feu (plus tard la métaphore deviendra : “La vie nationale et économique est une machine où tout membre pour bien fonctionner a besoin d'huile. Les hommes intelligents ne doivent pas être les premiers à jeter du sable dans les rouages” ; le 17 septembre il précise : “Nous avons reçu à l'occasion des difficultés pendantes entre ouvriers et patrons ébénistes une lettre que nous ne publions pas quoiqu'elle contienne de très sages observations au sujet de cette affaire. Nous voulons espérer que le conflit s'aplanira. S'il en était autrement nous donnerions les détails que contient cette lettre et qui sont fort intéressants”.

Comme tous les autres journaux, *Le Républicain* veut jouer l'optimisme et l'apaisement :

“Les patrons répondent favorablement aux syndicats” écrit-il le 30 août, pour dire qu'en fait les patrons répondent favorablement non pas aux revendications mais au souhait d'une rencontre pour modifier les tarifs.

Optimisme encore, suite à la réunion chez Pautal-Gaillard quelques jours après : “Nous pensons que les nouveaux tarifs des syndicats seront acceptés”. Au 15 septembre, il faut se rendre à l'évidence, les patrons font tout pour gagner du temps sans rien lâcher. Et avec le texte du *Ralliement* du 17 septembre on constate qu'ils s'activent pour la contre-attaque.

En cette fin septembre, trois patrons (Péricole, Brunet, Marre) acceptent de prendre, aux nouveaux tarifs, tous les ouvriers des autres ateliers qui se présenteront pour travailler. “Cette nouvelle fut accueillie avec joie par l'assistance et il est décidé de faire écarter toute idée de grève. Mais il fut décidé que les meubles finis, si pour la suite, les patrons n'acceptent pas les nouveaux tarifs alors ce sera la grève” indique *Le Républicain*. On constate que la grève n'est donc pas lancée partout mais seulement chez les patrons récalcitrants... qui resteront récalcitrants. “Les menuisiers du syndicat sont animés d'un grand esprit de solidarité. Leurs revendications nous paraissent des plus justes” conclut *Le Républicain*.

## La grève

Tous les journaux font référence à la tension qui monte le 20 septembre. *Le Ralliement* par exemple : “Une partie de la presse locale s'occupe du conflit des ébénistes au sujet du tarif de la main d'œuvre. Nous n'avons pas à intervenir dans un sens ou dans l'autre sous peine de donner à cette intervention un sens politique qui peut nuire à une entente finale pourtant si désirable”. Après cette phrase, le journal commence une défense et illustration des intérêts des patrons qui démontrent qu'aujourd'hui, il n'y a rien de nouveau sous le soleil : révolution technologique et délocalisations étaient déjà là par les phrases qui suivent. “Il y a la concurrence des machines” ; “Il ne faudrait pas que cette branche d'activité périssent et passât à une autre ville au détriment de la nôtre”.



Malgré les appels au calme du *Ralliement* irrécusable va se produire, à savoir la grève que le journal ne mentionne que bien plus tard, le 13 octobre, quand il rappelle, en s'appuyant sur ses déclarations précédentes, “la réserve absolue” qui fut sa règle de conduite. Mais à présent, il développe les arguments en faveur des patrons. Il reconnaît que depuis le 20 septembre c'est la grève dans quatre ateliers où les syndiqués sont les plus nombreux. Donc Édouard Forestié, responsable de la chronique locale du journal, rappelle une nouvelle fois que le travail peut aller dans une autre ville et “les ouvriers vont marcher sur le trimard”. (2) L'argument choc qui avait été annoncé est le suivant : “Il y a six mois de morte saison et les patrons occupent les ouvriers toute l'année pour leur conserver le travail et font donc des avances énormes”. Majorez les tarifs et alors la concurrence sera impossible vu que “L'acheteur aujourd'hui ne regarde qu'au bon marché”. Si le journal peut se permettre un conseil : il faut une entente.

Pour Forestié les rapports ouvriers/patrons c'est l'éternelle histoire de la fable du bon Lafontaine *les membres et l'estomac*. La question cessera d'être évoquée le 20 octobre. La fin de la grève des ébénistes est donnée comme prévisible puisqu'une nouvelle réunion patrons et ouvriers est annoncée.

En fait, le 21 septembre, les lecteurs de *L'Indépendant*, de *La Dépêche* et du *Républicain* trouvent un appel qui ne dit pas qu'il y a grève puisqu'elle n'est pas générale. On devine seulement que l'heure est au conflit. J'en retiens cet élément : “La solidarité ouvrière plus que jamais doit s'étendre et s'organiser ; les patrons eux-mêmes nous en donnent l'exemple. Que tous nos camarades remplissent dignement leur devoir et le succès de la corporation est assuré”. C'est l'heure de la mobilisation car “les revendications sont justes, l'opinion publique est favorable, la solidarité ouvrière va fonctionner contre l'égoïsme”. Le communiqué insiste pour refuser toute violence. Il en appelle à la conscience des ouvriers. “La classe ouvrière, camarades, nous seconde, et a à cœur notre succès qui sera le sien”.

(2) Ce terme vieilli pour dire vagabonder, aller au hasard sur les chemins, est significatif du vocabulaire soigné d'Édouard Forestié.

## La fin de la grève ?

Dans la presse, toute référence à la grève s'arrête le 27 octobre. *Le Républicain* ira le plus loin dans le soutien en rendant compte d'une réunion dans son édition du 27 octobre qui apporte les informations suivantes : "Après une discussion à laquelle participèrent plusieurs ouvriers, il fut décidé presque à l'unanimité des présents, qu'il fallait repousser le tarif en question car il était inadmissible et maintenir rigoureusement le tarif du syndicat. Une commission a été envoyée chez Pericole, Marre, Benet pour savoir s'ils étaient d'accord pour appliquer, dès à présent, les nouveaux tarifs. Leur accord est considéré comme un premier succès".

*La Dépêche* du 25 octobre donne quelques autres détails sur cette réunion générale des ouvriers ébénistes en assemblée le 22 octobre. "Des améliorations sensibles sont déjà apportées aux prix précédents et un tarif définitif est en voie d'élaboration". Malgré cette note positive nous apprenons que la décision c'est "le statu quo de la grève partielle jusqu'au jour où les patrons accepteront le tarif raisonnable dressé par le syndicat ouvrier". C'est donc ainsi que les lecteurs de *La Dépêche* apprendront l'existence d'une grève mais le journal veut rester optimiste : "Espérons qu'une entente interviendra et que le conflit préjudiciable à l'industrie du meuble prendra fin dans un bref délai". Les suites de cette réunion ? Nous n'en saurons pas plus.

*Le Bulletin de la Bourse du Travail* nous apprendra bien plus tard que le 20 août 1905 trente membres du syndicat des ébénistes, écoutant à Montauban Ferrère de Toulouse et Abrogast de la Fédération nationale de l'ameublement, il en ressortira dans le compte-rendu : "que des malentendus sont dissipés au sujet de la dernière grève de Montauban". Les ébénistes non syndiqués sont appelés les coucous ou les mangeurs de marrons.

Les ébénistes ont sur la ville une histoire marquante. L'ébéniste Antoine Bourdelle était le père du sculpteur connu pour ses idées favorables à la Commune. Un autre ébéniste aura comme fils Raoul Verfeuil, un des premiers permanents national du PCF en 1920, exclu en 1922.

Au cours des années 1904-1905 des conférenciers syndicalistes passeront en ville (dont Keufer, le réformiste) avec à l'appui de nombreux articles dans la presse, mais rien pour le passage de Griffuelhes. Le courant anarcho-syndicaliste était pourtant présent : deux ans après, Hubert Lagardelle l'ami de Griffuelhes viendra à Montauban et 400 personnes l'écouteront (600 pour Keufer). C'est le même secrétaire, Augustin Carrié qui sera à l'origine de cette initiative non-négligeable mais qui ne pourra se renouveler vu le vent de colère suscité par les forces politiques (Lagardelle était en vacances à côté de Montauban et aurait voulu intervenir à nouveau en 1907). *Le Bulletin de la Bourse du Travail* sera le seul à évoquer la conférence et il le fera en détail.

Jean Paul Damaggio ■

### Sources :

Archives départementales - Périodiques : *La Dépêche*, *L'Indépendant*, *Le Républicain*, *Le Ralliement*, *Le bulletin de la Bourse du Travail*, *La Croix*.

Pour en savoir plus trois livres à commander aux **Editions La Brochure** 82210 Angeville pour 5 euros l'une port compris :

Victor Griffuelhes : *L'action syndicaliste, Voyage révolutionnaire* ;

Jean-Paul Damaggio : *Quatre grèves historiques en Tarn-et-Garonne 1904-1905*.

## Les bolcheviques

Le passage ci-dessous est extrait de l'ouvrage de Victor Serge *L'affaire Toulaév*, une critique féroce du stalinisme qui évoque l'élimination des militants bolcheviques pendant la Terreur et les procès de Moscou. Victor Serge est un militant révolutionnaire et écrivain connu, ancien libertaire un temps proche de l'Opposition de gauche dans le Parti. Il décrit qui furent ces hommes, les bolcheviques avec lesquels pourtant il n'était pas toujours d'accord, dans ce passage où il fait parler un vieux militant bolchevique critique, peu avant son exécution :

"Nous n'avons jamais eu le sentiment de la stabilité du monde social; nous n'avons jamais cru à la richesse; nous n'avons jamais été les mannequins de l'individualisme bourgeois, voués au combat pour l'argent; nous nous sommes sans cesse interrogés sur le sens de la vie et nous avons travaillé à transformer le monde..."

Nous avons acquis un degré de lucidité et de désintéressement inquiétant pour les intérêts anciens et nouveaux. Il nous fut impossible de nous adapter à une période de réaction; et comme nous étions au pouvoir, entourés d'une légende véridique, née de l'exploit, nous étions si dangereux qu'il a fallu nous détruire au-delà du physique en entourant nos cadavres d'une légende de trahison..."

Le poids du monde est sur nous, nous en sommes écrasés. Tous ceux qui ne veulent plus ni l'élan ni l'inquiétude dans la révolution finie nous accablent, et ils ont derrière eux, ailleurs, tous ceux que la peur de la révolution aveugle et diminue" (...)

Pour le monde extérieur, assoiffé de stabilité au point de fermer obstinément les yeux sur l'horizon de plus en plus sombre, nous étions les intolérables mauvais prophètes des cataclysmes sociaux; pour les biens installés de notre révolution même, nous représentions l'aventure et le risque. Nul n'a deviné ici et là que la pire aventure, l'aventure sans espoir, est dans la recherche de l'immobilité en un temps où les continents se crevaient, et s'en vont à la dérive. Il serait si bon de se dire que la création est finie : reposons-nous ! (...)

Nous ne dressons pas en disparaissant le bilan d'un désastre, nous attestons l'ampleur d'une victoire qui a trop anticipé sur le futur et trop demandé aux hommes (...) Nous sommes terriblement inquiétants parce que nous pourrions redevenir bientôt terriblement puissants..."

## Révolution russe

# Il y a quatre-vingt-dix ans...

... au petit matin, le jour de l'ouverture du congrès des soviets, les bolcheviques prennent le Palais d'Hiver à Petrograd. C'est la révolution d'Octobre, qui marquera tout le mouvement ouvrier et syndical, et provoquera des divisions profondes et durables en son sein.

**L**e devenir de cette révolution et de ses protagonistes, suscite encore un âpre débat. Ainsi on a vu tout de même des articles de presse, des documentaires télévisés... le principal problème de tout cela n'est pas tant l'oubli, qu'une approche réductrice.

### Révolution russe ou révolution bolchevique ?

Certains grands médias dévoués aux puissants qui nous gouvernent, on déversé à cette occasion des racontars et calomnies déjà très anciens (les bolcheviques et l'argent allemand, etc...). Le pire est atteint avec *Le Monde* qui se signale par trois articles purement anecdotiques. Les deux documentaires d'ARTE (sur Trotsky, et sur la révolution russe) sont meilleurs mais oscillent entre des détails factuels intéressants et des analyses à courte vue à partir de faits isolés, sans aucune vision d'ensemble.

Tous ignorent le phénomène central de toute révolution : l'auto-organisation de masse, la prise en main de sa vie par un peuple qui change ainsi la société... c'est logique car ce phénomène a toujours fait peur aux puissants, dans la mesure où il synthétise le contenu de toute révolution. Et du coup on se focalise sur les bolcheviques comme individus ou groupe, occultant qu'octobre 1917 est une révolution russe et non pas seulement bolchevique, une révolution faite par les masses. Ainsi le décret sur la terre du nouveau gouvernement : les occupations et le partage des terres par les paysans sont antérieurs au décret des bolcheviques, le gouvernement bolchevique ne fait que les reconnaître et leur donner une base légale.

On peut, en tant que syndicalistes-révolutionnaires opérer une analyse critique du bolchevisme et de ses erreurs, mais il est quand même nécessaire de rétablir certaines réalités humaines puisque c'est sur ce seul point que beaucoup fondent leur argumentation. Même là elle ne tient pas (voir encadré ci-contre)

### Le bolchevisme comme courant révolutionnaire

Une critique du bolchevisme comme courant révolutionnaire est possible. Examinons par exemple la seule question de la démocratie ouvrière sous quelques angles :

- en Russie en 1917 il y a plusieurs courants du mouvement ouvrier, qui ont la liberté de s'organiser, de débattre et de confronter leurs points de vue devant le peuple : les grands partis nationaux bien sûr, mais aussi des organisations ouvrières régionales, un fort courant anarchiste en Ukraine...

Or, que constate-t-on avec le bolchevisme au pouvoir ? En 1921 à la fin de la guerre civile les courants du mouvement ouvrier autres que le bolchevisme ont été démantelés : les organisations sont clandestines, les militants agissent clandestinement voire sont traqués ou emprisonnés...

- le rapport aux syndicats : la subordination politique des syndicats (cf. les articles de l'Internationale demandant la création de noyaux communistes dans les syndicats) est incontestable. De même par exemple dans les écrits des bolcheviques on peut trouver des textes qui condamnent le principe de l'indépendance syndicale et la *Charte d'Amiens*. Les syndicalistes révolutionnaires de l'époque ont défendu à juste titre la jeune révolution russe, cela n'exonère pas d'une vraie discussion.

- la démocratie au sein même de l'organisation : le parti comme le mouvement ouvrier était structuré en tendances qui confrontaient librement leurs points de vue, c'est une tradition du mouvement ouvrier. Or les tendances sont interdites dans le parti en 1921...

Le fait est qu'avec le gouvernement bolchevique le mouvement ouvrier est éliminé à l'exception des bolcheviques eux-mêmes, et la fin de la guerre civile ne va pas apporter de changements. Il faut prendre la mesure de cette réalité : dans l'histoire du mouvement ouvrier, c'est la première fois qu'un des courants décide d'éliminer les autres.

Voici donc la situation du mouvement ouvrier et du bolchevisme quelques années après la prise du pouvoir, et alors que la bureaucratie stalinienne ne s'est pas encore imposée. Une discussion est nécessaire, mais elle ne peut prendre le visage d'une légende noire remplaçant l'ancienne légende dorée propagée par le stalinisme ou différents avatars du trotskysme en leur temps.

Quentin Dauphiné (Var) ■

### Almanach d'histoire ouvrière :

Ce numéro est daté du 5 décembre.

**5 décembre 1927** : le 15<sup>e</sup> congrès du Parti bolchevique exclut l'"Opposition unifiée", alliance des partisans de Trotsky et Kamenev-Zinoviev contre la bureaucratie stalinienne montante. En apparence Staline triomphe : ses adversaires dans le parti sont battus, l'Opposition éclate entre ceux (mouvance de Kamenev et Zinoviev) qui "capitulent" en reniant leurs positions pour éviter l'exclusion, et ceux (Trotsky) qui maintiennent leur orientation... mais la lutte de l'Opposition va continuer, et même s'amplifier.